



G.I.D. "Liberté"

"Tout message ne vaut que comment il est perçu et ce qu'il génère"

Communiqué de presse

le 3 février 1998

émetteur: Liberté

Que veulent-ils?

"Avec la gauche, ce qui est bien, c'est qu'elle nous facilite le travail"

Janvier 1998, un dirigeant de sociétés membre de l'afep et d'entreprises et cités, parlant des concentrations économiques,

La gauche impose aux Métiers de quitter la France, des structures sont mises en place, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, aux Etats Unis, au Canada et dans tous les Pays membres de l'Alliance.

Avec les trente cinq heures, la gauche veut accélérer les concentrations économiques en imposant aux petites et moyennes Entreprises de se vendre à des sociétés appuyées sur des marchés monopolistiques.

Dans le textile, dans le bâtiment, dans l'électronique, et dans la plupart des secteurs à fort pouvoir créatif, la volonté est d'obliger les créateurs à Devoir se soumettre à des ensembles constitués et animés, soit par d'anciens "serviteurs" de l'état, soit par ceux qui s'acceptent complice de l'étatisme.

L'informatique a été typique, nous avons dans les années, début 80, rencontré ceux qui mettaient en place la politique informatique, et nous leur avons expliqué que l'enjeu était le coeur (microprocesseur) ou le langage (logiciel). Ils nous avaient éconduit, car d'une part nous refusions de marquer allégeance à l'état (ce qui était et reste le plus important) et d'autre part ils s'apprêtaient à lancer des campagnes permettant à l'informatique française de dominer le monde...

Aujourd'hui les mêmes sont de retour... déguisés mais avec le même état d'esprit, fuir leur médiocrité en alimentant la haine des producteurs de richesse, car dans les grandes sociétés vivant sur des marchés de types monopolistiques, il n'y a pas, comme par hasard, de conflit social...

Par un conflit social, la PME ou PMI est fragilisée, et comme par hasard sort du bois une société financière...

Quelle confiance pourrait-on avoir, après cette image symbolique de monsieur delors, père de martine aubry, assis auprès de son ami, le nouveau président du cnpf pour écouter le discours du premier ministre socialiste...

La gauche s'est refusée à la réforme de l'appareil judiciaire, robert hue prétend: "que le gouvernement doit faire une politique dans l'intérêt de ceux qui l'ont élu" c'est le retour à court terme du: "vous avez juridiquement tort, car vous êtes politiquement minoritaire"

Alors les "forces" de gauche vont devoir elles-mêmes produire la richesse qu'elles réclament, elles vont devoir s'affronter à ce qu'elles génèrent ... bien sur robert hue sera "chef", il dirigera, il ne sait pas où, mais il existera dans le regard de l'Autre, l'ayant amené dans l'impasse il trouvera bien un bouc émissaire, les Entreprises, les riches, les... enfin de compte, jamais lui, jamais le communisme et sa cohorte d'hommes, de femmes assassinés en "état de droit"!

Triste, nous avons entendu le grand retour du "cela fait vingt ans qu'on fait des cadeaux aux Entreprises" alors les Entreprises s'en vont et vous laissez...

Le marxisme a été encouragé dans tous les Pays sous dictature monarchique pour briser les mouvements ouvriers basés sur le compagnonnage et en même temps permettre en cas de Révolution de jeter en pâture aux Peuples la classe bourgeoise.

Manque de chance, cette théorie s'est propagée en Russie où il n'y avait pas de classe bourgeoise et nous en avons vu les dégâts.

Ils veulent se légitimer sur le bien public, la ratp en est un exemple type, si on additionne bêtement, les subventions, état, collectivités locales et les sommes des cartes oranges remboursées par les Entreprises (qui pourraient être versées à une caisse centrale) et si on soustrait l'informatique, on démonte les portillons de contrôle, on retire les personnels devenus inutiles et on met en permanence une présence sur chaque quai, les comptes de la ratp serait équilibré avec des transports gratuits, ça créerait des chômeurs... mais quelle richesse est créée par le service public si les individus doivent en payer 2 ou 3 fois le prix pour un même service... alors bien sur dans la nomenclature de la comptabilité nationale, ça permet de valider les biens immatériels....qui n'ont plus aucune valeur, sauf celle que l'étatisme prétend

Car l'escroquerie intellectuelle est là, le service public doit être soutenu par le contribuable mais il doit être payé par l'utilisateur à son prix... ceux qui ne travaillent pas dans le "service public" ou au sein de l'étatisme devront le payer plusieurs fois sur leur force de travail, une fois en tant qu'utilisateur, une fois en tant que contribuable, et une fois en valeur monétaire (par la dégradation de la valeur de la monnaie) s'il a besoin pour son travail d'acheter des fournitures extérieures. Mais en plus, la valeur pour l'utilisateur est définie par le service public lui-même, qui ne s'est jamais "déconsidéré", il devra le payer deux ou trois fois sa valeur réelle (le moins disant est pour l'Entreprise pas pour le "service public").

Alors qu'elle est la valeur des services rendue par l'état à ceux qui produisent la richesse, la sécurité physique, ils la doivent aux Etats Unis d'Amérique. Que donne l'état français contre le travail des producteurs de richesse, rien à eux, les coups de fouets de l'inspecteur des impôts, le pillage de leur intimité pour payer les taxes, l'étatisme n'a plus que ses mensonges qui n'ont plus prises.

Les Métiers commencent à partir, la première société française en dépôt de brevet en France pour l'année 97 est classée.... 20ème, c'est vrai, nous avons l'anvar, et oui!

Par des prélèvements massifs l'étatisme veut s'approprier et diriger la politique de recherche même dans les Entreprises. Pour développer un nouveau produit ou déposer une demande de brevet, l'Entreprise doit déposer des dossiers de demandes d'"aides" auprès des fonctionnaires de l'anvar. Là, un fonctionnaire décide si telle idée mérite une "aide", bien sur, il indiquera un consultant qui devra compléter le dossier et dont la rémunération se fera par l'aide octroyé, consultant obligatoire même pour les produits qui n'ont qu'un seul client potentiel (snf par exemple)! Aurions-nous eu le Mirage ? sans le choix de Marcel Dassault. Est-ce que Thomas Edison a du se présenter à l'anvar, et Bill Gates aurait-il pu développer ses idées?

Pourquoi devrions-nous nous battre pour avoir le droit de nous exprimer? Est-ce que Liberté, Egalité, Fraternité, ne serait qu'une "liberté" défini par l'étatisme, l'"égalité" ne serait que celle pour ceux qui prétendent défendre le "bien" public qu'ils se sont appropriés, la "fraternité" en alimentant la haine contre les producteurs de richesse.

Un grand bravo à ceux qui ont choisi délibérément d'imposer la faillite à notre Pays pour ne pas perdre leurs privilèges, politiques et magistrats, collusion de la corruption et de la prévarication.

Alors l'horreur des chiffres doit parler, 22 millions d'actifs, 5 millions de fonctionnaires, 5 millions de salariés protégés (par exemple air france, crédit lyonnais, thomson, etc. qui sont recapitalisés régulièrement), 5.5 millions personnes au chômage ou en précarité, 1.2 millions dits: libres mais qui vivent de l'état, médecins, pharmaciens, etc..1.8 millions de personnes qui travaillent dans des sociétés de types monopolistiques: eau, propriété aux collectivités, etc. alors il ne reste plus que 3 millions et demi de personnes soumis à la mondialisation, soumis à la concurrence qui doivent subvenir en dynamisme, en créativité, sous la contrainte, à tout un Pays.

Car la conséquence du: "vous avez juridiquement tort car vous êtes politiquement minoritaire" fait que seul 8 millions de personnes étaient soumis à la concurrence mondiale, aujourd'hui ils ne sont plus que 3,5 millions à avoir un statut "normal", travailler 60 heures pour des salaires inférieurs de 30% à ceux du "public" pour pouvoir "offrir" à la fonction publique 35 heures par semaine.

Nous comprenons notre jeunesse et leur choix de partir, il n'y a plus d'Espoir avant 20 ans, le temps que le socialisme ait fait son oeuvre et que la France se retrouve au stade de l'ex-urss.

C'était la dernière chance de la France, la spirale de la faillite va s'accélération et ce n'est pas la propagande étatique qui modifiera le cours des choses, chacun a bien conscience que cela va très mal.

Les dirigeants des sociétés de types monopolistiques se frottent les mains. Nous espérons aussi par les juges élus pouvoir lisser la crise en entrant dans la justification de l'"interdit" émis par l'état. Car aujourd'hui si une émanation de l'état vous refuse une "autorisation" il vous appartient d'apporter preuve de son anormalité. Ce n'est pas à elle de se justifier d'entraver votre développement, c'est à vous de justifier l'anormalité, strictement défini, de l'entrave subie; source de toutes les corruptions.

Et oui, ce n'est pas celui qui entrave le développement économique qui doit se justifier, mais c'est celui qui est entravé qui doit apporter preuve de l'anormalité de l'entrave....inversion de tous les raisonnements...

Nous avons entendu récemment la dernière plaisanterie de l'appareil judiciaire français par la bouche de la présidente de la section financière de Paris : "dans les délits de corruption, il n'y a jamais de partie civile, il n'y a pas d'entreprises lésées, il n'y a que le système social".

Face à ce mensonge, que faire? A chaque fois qu'une Entreprise dépose plainte pour tentative de corruption, entrave à son développement économique, comme par le plus grand des "hasards", les parties civiles ne sont pas reconnues, les plaintes ne sont pas instruites, et ceux qui auraient le malheur de vouloir saisir directement le tribunal par citation, se verraient imposer un montant de consignation dissuasif.

Alors si le gueux décidait d'assumer la consignation éventuelle en se hasardant à faire citer les corrompus, les chambres départementales des huissiers refuseraient de délivrer citations.

Le gueux serait obligé de déposer plainte pour entrave à la Loi contre les huissiers qui ont le monopole de la délivrance des citations.... plainte sur plainte, vingt ans après le corrompu ne sera toujours pas inquiété

Avant toute instruction, les faits seront prescrits et la dictature du despotisme judiciaire a fait son oeuvre, soustraire celui choisi à la Loi, et l'appliquer à son Libre choix.

L'état de gauche, comme l'état de droite ont choisi de laisser à la misère les plus pauvres, fallait-il s'attendre à Autre chose ? Naïvement nous l'avions cru. En entravant la Libre expression, ils espèrent ne pas s'affronter à leurs responsabilités. Ils gagneront les élections, puisse que l'électeur n'a pour tous choix que ce qu'ils choisissent pour lui.

Notre population est face à l'immonde, le refus de perdre ses privilèges par les membres de l'étatisme va imposer des concentrations économiques qui vont entraîner la disparition d'une multitude de production. Ces productions vont se délocaliser imposant de plus en plus de misère.

En refusant la Libre expression, et par la même en mettant en cause la forme républicaine des institutions, la magistrature française a choisi d'interdire que de nouveaux référents intellectuels soient délivrés au profit de la France, par la même, la faillite est inexorable.

Il n'est de plus grand drame que d'être baillonné et de voir la misère s'avancer et recouvrir son Pays parce que des salauds ne veulent pas perdre leurs privilèges et choisissent d'amener nos populations dans l'impasse.

Il nous appartient de canaliser la colère qui monte sur les véritables coupables et responsables, organiser le Départ de ceux qui sont jeunes et qui ont choisi de consacrer leur Vie à leur Métier et à leur Famille.

Jusqu'où iront-ils pour se protéger? Jusqu'où sont -ils prêts à aller pour ne pas perdre leur pouvoir ?

L'image d'Epinal du magistrat, parfait, intègre, a fait place à la triste réalité, à celles d'individus qui veulent pouvoir gérer la Vie de l'Autre, en se soustrayant à la Loi commune, en se soustrayant à devoir recevoir mandat, avec une simple volonté, être des magistrats-rois.... pouvant donner Liberté même à ceux qui ont commis le pire crime.

Si certains prétendent qu'un Pays n'a que la "justice" qu'il mérite, il faut qu'il puisse la choisir Librement

Il est grand temps que la France, sa Nation et ses Peuples puissent choisir Librement qui les jugent et puissent se séparer Librement de ceux qui ont failli et donc aujourd'hui, de la très grande majorité des personnels de l'appareil judiciaire dont l'immense majorité sont prévariqués.

C'était la seule solution qui aurait maintenu l'Espoir, redonner confiance aux Entrepreneurs, le reste n'est que livrer notre population aux despotes de l'étatocapitalisme et aux salauds qui utilisent les bons sentiments de l'humanité pour s'approprier sans vergogne les biens, les services, les sommes, qui devaient servir aux plus pauvres.

Alors que restera-t-il aux plus pauvres quand le dégoût sera-t-elle que plus personne ne voudra donner? La contrainte? Les métiers déjà en France commencent à partir, les plus pauvres de notre communauté nationale auront été réduit à la plus grande misère car ceux qui prétendaient les défendre ne défendent plus en réalité que leurs seuls intérêts, allant se repaître ensuite dans les sociétés monopolistiques pour recevoir leur salaire, celui d'avoir trompé les hommes.

Rien n'aura résisté au mensonge institutionnel français en "état de droit", à ces magistrats qui, aujourd'hui toute honte bue, vont pantoufler dans les mêmes sociétés monopolistiques qu'ils ont soustrait à l'application de la Loi .

Pauvre France, Pays des "droits de l'homme" aux mains de despotes qui vivent sur le mensonge institutionnel en "état de droit", en entravant la Libre expression.

Beaucoup se prétendent spéculatifs.... ils ont été "initiés", un peu comme le grand maître de la loge de Paris, il y a plus de deux siècles, le prince d'Orléans, qui n'avait pour toute ambition que de prendre la place de son cousin le bourbon.

Le 20 janvier 1793 le ministre de la Justice, le Citoyen Garat s'est rendu à la Tour du Temple pour donner lecture au roi de son arrêt de mort. Pour le lendemain, le duc d'Orléans qui s'était promis de sauver le roi, non son cousin mais le siège, avait promis cinq cents royalistes sur le chemin qui devait conduire louis XVI jusqu'à la mort.

Heureusement ceux qui envoient les autres à la mort répugnent toujours à leur propre sacrifice, le malouin nicolas beugarg, michel antoine depâris et leurs compagnons comprirent qu'ils avaient été trahis à la porte St Denis, le duc d'Orléans fut introuvable ce jour-là dans les cours du Palais Royal....

un peu comme Lafayette qui voulu..... trahir la Révolution

Lafayette est envoyé avec son armée à Maubeuge, le 13 juin 1792 un corps d'armée de trente trois mille Autrichiens sous les ordres du G1 Clairfayt débouche de Mons et tombe sur l'avant-garde commandée par le général Gouvion du corps d'Armée qui répondait aux ordres de Lafayette, à hauteur du hameau de Gliswelle.

Cette avant-garde est composé d'un bataillon de volontaires des Métiers de la Côte d'Or.

Le général Gouvion ordonne la retraite. Après les déroutes de Marquain et de Quiévrin, le Secret circule parmi les Métiers. Les Métiers de la Côte d'Or se refusent à la retraite, ils barricadent la route avec les arbres de bas côtés, barricade montée en prolongement du rideau de haies qui sépare les vergers et la plaine.

Le général Gouvion est fauché par un boulet qui le coupe en deux, le lieutenant colonel gazotte à la tête emportée par un autre boulet. L'ennemi s'avance en masse sur la route, les Métiers se séparent, une partie reste sur les flancs, d'autres en tirailleurs dans les vergers, d'autres en arrière pour permettre de protéger l'entonnoir du recul. Ceux du centre forment les rangs et montent à la charge à la Baïonnette au cri de : "Vive la Nation!"

Clairfayt riposte par la mitraille, les Métiers reforment les rangs derrière la barricade

Clairfayt fait charger la cavalerie, Clairfayt somme les Métiers de se rendre, les munitions s'épuisent, les Métiers se préparent à se ruer sur l'ennemi à la baïonnette. Les autrichiens hésitent et cessent le feu.

Clairfayt envoie des reconnaissances sur les volontaires, et prend conscience de leur petit nombre, il fait centrer l'artillerie sur la barricade.

La pluie tombe et obscurcie la vision des artilleurs.

Lafayette face à une partie de son état-major ne pouvant plus résister aux pressions contre lui, se retrouve obligé de donner l'ordre d'envoyer des secours.

La cavalerie autrichienne s'avance sur la route de Gliswelle en déblayant les obstacles, elle est couverte de corps mutilés. D'un seul coup dans l'air retentit les trompettes d'une unité de hussards qui arrive enfin!

Clairfayt craignant d'être pris dans un guet-apens rebrousse chemin en Belgique,

Les Soldats sont atterrés ils s'attendaient à dégager leurs Frères ils ne retrouvent que des morts ou des mourants, ils découvrent le dernier carré des Métiers de la Côte d'Or autour de leur drapeau, ils n'étaient plus que quatorze,

Les Soldats décidèrent d'engager des poursuites contre leurs chefs, la Révolution était sauvée!

Lafayette fut mis en accusation le 7 août 1792, l'attaque fut lancée par Brissot. En reconnaissance de sa conduite dans le Nouveau Monde il put s'exiler le 20 août 1792.

Depuis la chute du mur de Berlin nous sommes interdit d'expression, alors la faillite n'est jamais loin car il n'y a plus rien pour s'opposer à une pensée spéculative basée sur cette immense prétention : ils savent....

Et là est toute notre différence, nous ne savons rien, nous nous asseyons et regardons la Nature et la Vie pour apprendre et construire. Croire en la bonté de l'homme,.... nous ne croyons que dans des mécaniques intellectuelles

Les spéculatifs se jugent suffisamment "initiés" pour se refuser à la Démocratie, en réalité leur ambition sans limite est d'être celui qui "dirige", s'étant soustraits à la Loi commune, leur rêve va pouvoir se réaliser, être des magistrats...roi....Lamentable!

Alors qu'est-ce que les "frères" aujourd'hui, comme hier pour certains, des individus qui se légitiment dans une construction intellectuelle pour pouvoir Vivre leurs ambitions, prendre la place de l'Autre. Ils auront une théorie toujours parfaite, comme les monarchistes il y a deux siècles. La seule théorie que nous connaissons c'est d'être justifiable de ses actes devant l'ensemble des Autres hommes et particulièrement devant ceux sur lesquels on exerce autorité.

L'état en réalité n'est plus qu'un fromage au profit des ambitions individuelles,

N.B.: sur le "moral" de la bourse de Paris, il est nécessaire de préciser que les compagnies d'assurances ou les organes de collecte de fonds sur le territoire français ont l'obligation de placer un très fort pourcentage des sommes en jeu en titre mobilière français, par la même en cas d'inquiétude et d'augmentation des masses (assurances vies ou autres) celles-ci gonflent les indices, en cas de faillites de sociétés, celles ci disparaissent de la côte et minore le panier de valeurs sur lesquelles doivent se placer les fonds, par la même les valeurs restantes augmentent,

De nos sources, les analystes savent qu'à moyen terme il restera une soixantaine de valeurs fortes, les autres seront d'après le plan mis en marche, intégrées, liquidées, nettoyées, le contribuable ayant à charges l'ensemble des pertes à assumer...

A l'heure actuelle les bourses européennes sont gonflés par le transfert des capitaux qui ont fuit d'Asie, les répercussions se feront sentir dans six mois, déjà des réunions ont lieu à Genève, par exemple pour les producteurs d'aluminium.